fr

Press release | 23.10.2012

Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

Douze millions d'euros de soutien aux salariés de Peugeot... deux ans après leur licenciement

Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) a été créé afin d'aider à la réinsertion les travailleurs licenciés en raison des déséquilibres provoqués par la mondialisation, donc par le commerce international. En 2009, sa cible a été élargie aux pertes d'emploi dues à la crise financière et économique. Depuis sa création fin 2006, le FEM a versé plus de 440 millions d'euros pour soutenir environ 91 000 travailleurs en Europe. Les modalités du FEM pour la prochaine période de programmation 2014-2020 sont actuellement négociées au sein du Parlement européen.

La France est la championne d'Europe des demandes de subvention dans le but d'accompagner les plans sociaux lourds qui touchent notamment son secteur automobile. Le Parlement européen vient de donner son approbation à une demande en faveur du groupe Peugeot, suite à des licenciements massifs qui ont eu lieu en 2009 et 2010.

Pour **Karima DELLI**, députée européenne Europe Ecologie - Les Verts et membre de la commission de l'Emploi et des affaires sociales :

"Je me félicite de l'approbation donnée par notre Parlement au versement de 12 millions d'euros aux salariés licenciés par Peugeot. Grâce au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM), l'Europe fournit une aide directe aux victimes de plans sociaux. L'enveloppe accordée permet de financer des mesures de réinsertion active additionnelles aux mesures obligatoires prévues dans le droit français. Ainsi, une allocation de congé de reclassement sera versée aux anciens de chez Peugeot, pour un montant supérieur à cinq millions d'euros. Le Fonds va également financer des formations : pour congé de reclassement, pour élaborer un projet professionnel et pour la création ou reprise d'entreprises.

Toutefois, les écologistes continueront de critiquer le fonctionnement actuel du FEM. Il faut réviser les procédures d'évaluation, qui sont beaucoup trop longues. Dans le cas de Peugeot, 27 mois se sont écoulés entre le dépôt de la demande et l'accord final de versement de l'argent !

Ensuite, il faut que les entreprises qui engrangent des profits demeurent les principales responsables pour le reclassement des salariés licenciés : nous proposons de combiner le FEM avec une politique européenne contraignante en matière de gestion des restructurations par l'employeur.

Enfin, nous estimons que le FEM ne favorise ni le développement d'emplois de qualité, ni la transition

écologique, ni même un développement économique durable, parce que son objectif est strictement quantitatif. C'est une rustine bien pratique pour ceux qui ne souhaitent pas remettre en cause les dogmes néolibéraux. Par exemple, pour la prochaine période de programmation, la Commission souhaite étendre le champ d'application du FEM aux fermiers affectés par les accords de libre-échange, plutôt que de remettre en cause sa politique commerciale ultralibérale!"

Recommended

Press release



[Ukrainian children in Russia: Parliament to call for u…]

11.11.2026

Press release

@gettysignature



[U-turn by Conservatives and Social Democrats Puts Jobs…]

04.11.2026

Press release

Tim Hurst (CC BY-SA 2.0)



[Methane Regulation: European Parliament capitulates to…]

22.10.2026

Press release

European Council



Meet Nicolae Ștefănuță at the Summit of Heads of State…

15.10.2026

Responsible MEPs



Karima Delli

Member

Please share

- E-Mail